

Zéroual écrivait dans sa déclaration : «Indépendamment de ce qui va résulter du scrutin du 17 avril prochain, il faudra surtout retenir que le prochain mandat présidentiel est le mandat de l'ultime chance à saisir pour engager l'Algérie sur la voie de la transition véritable.» Ce qui don-

L'ancien Président poursuit dans son adresse au peuple algérien en mars 2014 : «Ce mandat-transition constituera la première étape sérieuse d'un saut qualitatif vers un renouveau algérien, plus conforme aux aspirations légitimes des générations postindépendance et en har-

1992 quand elle a divergé avec Chadli.

Or, certains indices montrent qu'elle a tourné le dos à la politique et s'en lave les mains dorénavant, soulevant du même coup l'inquiétude des citoyens opposés au 4^e mandat qui voient dans ce retrait le risque que la mafia politico-financière ne s'empare 'démocratiquement' du pouvoir.

C'est ce qui explique leur peur, mais aussi leur détermination à dénoncer et à s'opposer à une telle perspective. C'est ce qui déclencherait aussi un deuxième 1^{er} Novembre.»

A mon avis, il n'est pas possible de détacher les mesures ayant touché le DRS et son chef de l'agenda convenu avant le quatrième mandat. Ni le Président ni le général Toufik n'aurait accepté qu'un «autre» héritât, avec ou sans eux, des pouvoirs réunis par l'ex-chef du DRS au cours de sa carrière et en raison de circonstances exceptionnelles. Un peu comme Hoover aux Etats-Unis pendant la guerre froide.

Tout comme il ne faut pas confondre entre mise à la retraite et mise en retrait définitif des affaires publiques.

depuis qu'il passe pour un «mah-gour». Surtout en cas de gros problème.

Les dernières figures de la génération de la Révolution quittent le pouvoir l'une après l'autre, contraintes par l'âge ou la maladie.

Le tour des retardataires encore en poste arrivera inéluctablement mais on ne sait pas s'ils continuent à ne penser qu'à eux-mêmes, à leurs proches et à leurs intérêts, comme ils nous ont habitués, ou s'il leur arrive de penser à l'Algérie après eux, une Algérie qu'ils sont en train de quitter en la laissant sans relève, sans élite, sans société, sans économie, dans un monde où on voit de plus en plus de peuples disloqués fuir leurs pays pour aller là où on veut charitablement d'eux.

Ce qui étonnerait un non-Algérien dans cette représentation de la réalité algérienne, c'est l'absence ahurissante, inexplicable, de la société du jeu politique, sa soumission aux jeux de coulisses, sa résignation au sort qu'on lui fait. L'assistanat appelle la dictature comme le clou qui dépasse appelle le marteau. Si notre destin est de vivre dans n'importe quel État, à n'importe quelle époque, indépendants ou colonisés, mendians et orgueilleux, «ma ândnach

A mon avis, il n'est pas possible de détacher les mesures ayant touché le DRS et son chef de l'agenda convenu avant le quatrième mandat. Ni le Président ni le général Toufik n'aurait accepté qu'un «autre» héritât, avec ou sans eux, des pouvoirs réunis par l'ex-chef du DRS au cours de sa carrière et en raison de circonstances exceptionnelles. Un peu comme Hoover aux Etats-Unis pendant la guerre froide.

Un homme comme l'ex-chef du DRS ne peut pas être jeté comme un citron pressé ou une vieille chaussette. Il ne serait pas surprenant de le retrouver un jour dans un rôle civil en vertu de son capital-expérience auquel est en train de s'ajouter un capital-sympathie

wma ikhassnach», de mourir indifféremment sur terre ou en mer, de nous entretuer par haine ou par fanatisme, si vraiment tout se vaut, la vie comme la mort, alors tant pis pour nous car ni Dieu ni personne ne pourra rien pour nous.

N. B.

Le seul contre-pouvoir dont personne n'a jamais douté de son existence est celui constitué par l'Armée qui, tout en étant la source du pouvoir, pouvait s'ériger en contre-pouvoir en cas de péril imminent, comme en 1992, quand elle a divergé avec Chadli. Or, certains indices montrent qu'elle a tourné le dos à la politique et s'en lave les mains dorénavant.

nait à penser qu'avec ou sans Bouteflika, il y aura une «transition». Sur quoi reposait cette certitude ?

D'où l'ancien président tenait-il que «le prochain mandat présidentiel doit s'inscrire dans le cadre d'un grand dessein national et offrir l'opportunité historique d'œuvrer à réunir les conditions favorables à un consensus national autour d'une vision partagée sur l'avenir de l'Algérie ; une vision partagée par les principaux acteurs de la vie nationale et que doit nécessairement couronner, en dernière instance, l'assentiment souverain de l'ensemble du peuple algérien»? On devine qu'il s'agit dans ces lignes de la Constitution. Or, le projet de sa révision est entre les mains de Bouteflika qui le garde jalousement au secret comme on garde un testament ou un titre de propriété essentiel. Quelles en sont les raisons ? Que renferme de si important le projet de révision qui ne puisse être divulgué ? De tout ce qu'on a appris par les «fuites» dont se fait écho de temps à autre la presse, il n'y a pas de quoi «fouetter la queue d'un chat» et ne justifie aucunement ces reports sine die. Va-t-il le libérer bientôt ou attendre quelque autre évènement d'importance que nous ignorons mais qui serait inscrit dans l'agenda ?

monie avec les grandes mutations que connaît le monde. Il est temps d'offrir à l'Algérie la République qu'elle est en droit d'exiger de son peuple et de son élite éclairée.»

Sur quoi s'appuyait son assurance ? Si mystère il y a, si, comme le laissent croire les insinuations de Zéroual le 4^e mandat se décline en deux volets dont nous ne connaissons que le premier, de nouvelles questions surgissent : n'y avait-il que ce chemin sinueux et périlleux pour aller vers une transition ? N'était-ce pas un pari dangereux que de miser sur un homme qui pouvait rechuter ou, à Dieu ne plaise, mourir avant l'arrivée des échéances prévues par le mystérieux scénario ?

J'ai conclu mon analyse de la lettre de Zéroual en ces termes : «Le Président Zéroual a aussi parlé de 'contre-pouvoirs forts'. Où sont-ils ? D'où vont-ils sortir dans l'état actuel du champ politique laminé par quinze ans de fermeture ? Est-il, comme Nostradamus, seul à voir ce que les autres ne voient pas ? Le seul contre-pouvoir dont personne n'a jamais douté de son existence est celui constitué par l'Armée qui, tout en étant la source du pouvoir, pouvait s'ériger en contre-pouvoir en cas de péril imminent, comme en